

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Mont-de-Marsan, le 18 mars 2026

Cité Galliane

9 avenue Antoine Dufau

40000 Mont-de-Marsan

ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Références : DREAL/2026D/2133

Code AIOT : 0005201930

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 mars 2026

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

ZINQ LANDES

3031, route de Mont-de-Marsan

40120 Sarbazan

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2026 de l'établissement exploité par la société ZINQ LANDES et implanté au 3031 route de Mont-de-Marsan sur la commune de Sarbazan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur la gestion et les conditions de stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ LANDES
- 3031, route de Mont-de-Marsan – CS 50007 – 40120 Sarbazan
- Code AIOT : 0005201930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site GALVALANDES, devenu ZINQ LANDES en janvier 2023, est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 septembre 2003. Le site accueille une installation de galvanisation de l'acier. Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 25 octobre 2023 met à jour le classement, le périmètre ICPE et les modalités de surveillance des rejets aqueux.

Thèmes de l'inspection :

- Gestion des produits chimiques
- REACH – Fiches de Données de Sécurité (FDS)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au-delà des points détaillés ci-après, l'exploitant doit mettre à jour son plan d'urgence en ajoutant les plans des réseaux à jour (notamment suite à la construction de la STEP) et le plan de stockage des différents produits chimiques sur le site avec les quantités maximales susceptibles de s'y trouver.

Ce document consolidé devra faire l'objet d'une large diffusion tant informatique que papier et être transmis au SDIS. Le n° d'astreinte DREAL est à ajouter : 07.86.62.85.81.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, Articles 31 et 35	Demande d'action corrective	15 jours
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 49	Demande d'action corrective	15 jours

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, Article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte que partiellement les prescriptions en matière de suivi des stocks et de suivi des fiches de données de sécurité (FDS).

Ces dernières doivent être à jour et communiquées aux personnels et présentes sur le site.

L'état des stocks doit être complété et tenu à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, Articles 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité [...] <u>Article 35</u> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

L'exploitant possède une liste des principaux produits chimiques stockés en grande quantité sur le site. Cette liste comporte 10 produits chimiques utilisés dans le process ou pour la STEP.

Les produits utilisés dans le cadre de la maintenance, des nettoyeurs et dégraissants principalement, ne sont pas listés mais les FDS sont disponibles. C'est le cas notamment du spray de protection contact Berner 1003861.1003862 dont la FDS a été demandée et date du 22/05/2024. Sur internet, l'inspection est en mesure de trouver une FDS en date du 21/05/2025. La FDS montrée par l'exploitant n'est donc pas la dernière disponible.

Les FDS du CIRONSOLV GALVA et de l'acide sulfurique ont également été demandées. Elles datent respectivement du 07/06/2021 et du 06/06/2024.

Les FDS ne sont pas disponibles au niveau des postes de travail mais des rappels des dangers, des risques et des EPI nécessaires sont affichés.

Les employés amenés à manipuler des produits chimiques sont formés aux risques chimiques. La dernière session de formation remonte au 26/03/25 et concernait 5 personnes. Contrairement aux autres formations, le tableau de suivi des formations ne mentionne pas la date d'échéance de la formation risque chimique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à la bonne mise à jour de ses FDS.

Les consignes et logos de risques sont affichés clairement au niveau de tous les postes de travail amenés à manipuler des produits chimiques.

Les consignes en cas de déversement sont également clairement affichées.

Le tableau de suivi des formations doit mentionner la date d'échéance de la formation risque chimique.

L'ensemble de ces éléments est à réaliser sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, Article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

Constats :

Sur site, il a été constaté :

- à proximité du CIRONSOLV GALVA :

Conformément à la rubrique n° 5 : la présence d'un extincteur à poudre.

Conformément à la rubrique n° 6 : la présence de boudins, d'absorbant à proximité du stockage. Le stockage est effectué sur rétention au sein d'un local lui-même sur rétention.